Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

51 | 2015

Atlantique ibérique et migrations après les
indépendances américaines

Historiographie et usages publics de l'esclavage au Brésil

Historiography and Public Uses of Brazilian 19th-Century Slavery

Historiographie und öffentlicher Gebrauch der Sklaverei in Brasilien

Keila Grinberg

Traducteur : Antoine Chareyre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4929>

DOI : 10.4000/rh19.4929

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 127-144

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Keila Grinberg, « Historiographie et usages publics de l'esclavage au Brésil », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 51 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4929> ; DOI : 10.4000/rh19.4929

Tous droits réservés

KEILA GRINBERG

*Historiographie et usages publics de l'esclavage au Brésil*¹

«L'esclavage restera longtemps la caractéristique nationale du Brésil». Cette idée, formulée par l'abolitionniste Joaquim Nabuco en 1900, ne pouvait être plus vraie. Elle a traversé le XX^e siècle, et se trouve chantée à présent par Caetano Veloso dans son album *Noites do Norte*, de 2000². Il est indiscutable que les marques de l'esclavage, qui resta en vigueur au Brésil durant près de trois cent cinquante ans (depuis l'arrivée des premiers Africains réduits en esclavage au milieu du XVI^e siècle, jusqu'à l'abolition en 1888), sont encore présentes dans la société brésilienne. Peut-être est-ce pour cette raison que peu de sujets ont bénéficié, autant que celui-ci, de l'attention des historiens brésiliens.

L'esclavage constitue en effet l'épine dorsale de la société coloniale brésilienne, et ses traces perdurent aujourd'hui encore ; il est presque impossible d'étudier l'histoire du Brésil sans se pencher, à un moment ou un autre, sur l'existence du régime du travail servile. Penser l'esclavage brésilien implique d'explorer de vastes objets : fuites, révoltes et formations de *quilombos*³ ; religion et confréries ; conditions de vie et de travail ; participation aux guerres ; familles et relations sociales ; commerce, trafic atlantique et trafic intérieur ; criminalité, droit et justice ; affranchissement et autres formes d'obtention de la liberté ; culture matérielle ; relations entre maîtres et esclaves ; santé et maladie ; réduction en esclavage des indiens ; relation entre ces derniers et les Africains et leurs descendants ; plantations et production de sucre et de café ; modèles de propriété servile ; démographie des esclaves ; couleur et questions raciales ; esclavage urbain ; frontière et relations internationales ; Africains, afro-descendants et vie quotidienne ; abolitionnisme et abolition ; affranchis,

1. Traduit du portugais (Brésil) par Antoine Chareyre (traduction financée par l'Institut universitaire de France). L'initiative de cet article doit beaucoup aux excellentes relations qui unissent la *Revue d'histoire du XIX^e siècle* et la Société brésilienne d'histoire du XIX^e siècle (Sociedade de Estudos do Oitocentos).

2. Joaquim Nabuco, *Minha formação*, Rio de Janeiro, Garnier, 1900. Caetano Veloso, *Noites do Norte*, 2000.

3. Communautés organisées d'esclaves en fuite.

citoyenneté et post-abolition ; mémoire, patrimoine et histoire publique⁴. Sans parler des études comparatives, des relations entre le Brésil et le continent africain, et entre le pays et ses voisins sud-américains. Ces thèmes se trouvent abordés selon des perspectives multiples : politiques, économiques, culturelles ; macro et micro-historiques⁵.

Il est évident qu'une production aussi diverse et aussi vaste a une histoire. Ce n'est pas un hasard si l'historiographie de l'esclavage au Brésil représente elle-même presque un champ à part, dont l'analyse remonte au moins aux années 1930 et 1940, lorsqu'a pris forme l'intense débat intellectuel transnational sur l'esclavage dans les Amériques⁶. Même si elle est d'une extrême importance pour suivre la production brésilienne sur l'esclavage, la trajectoire historiographique parcourue depuis lors ne sera pas analysée dans le présent article. Sur ce sujet, il existe de nombreux bilans historiographiques de qualité, parmi lesquels ceux de Jean Hébrard, Rafael Marquese, Ricardo Salles, Herbert Klein, Robert Slenes, Herbert Klein, João José Reis et Stuart Schwartz⁷.

4. Ces thèmes ont été abordés lors des sept éditions de la rencontre biannuelle «Escravidão e liberdade no Brasil meridional», qui se signale depuis 2003 comme le principal espace de discussion et d'échange entre chercheurs sur l'esclavage au Brésil, à l'initiative du groupe de recherche «A experiência dos africanos e seus descendentes no Brasil» formé par des professeurs d'universités du Rio Grande do Sul, de Santa Catarina, du Paraná et de São Paulo (<http://www.escravidaoeliberdade.com.br/>). Le programme complet et les actes des rencontres sont consultables sur ce site.

5. De fait, le volume des études produites au Brésil sur l'esclavage est aujourd'hui si important qu'il est même difficile de les comptabiliser. Inspirée par le procédé de Jean Hébrard dans son texte récent sur l'historiographie brésilienne de l'esclavage («L'esclavage au Brésil : le débat historiographique et ses racines» in Jean Hébrard [dir.], *Brésil : quatre siècles d'esclavage. Nouvelles questions, nouvelles recherches*, Paris, Karthala & CIRESC, 2012, p. 7-61) où il analyse les articles publiés dans la revue *Afro-Ásia* (<http://www.afroasia.ufba.br/>) pour dresser un tableau de la production historiographique à partir des années 1990, j'ai eu l'idée de quantifier, pour chaque sujet, les thèses de doctorat soutenues ces dix dernières années au Brésil. Malheureusement, la tâche s'est révélée impossible, bien que les institutions universitaires aient l'obligation de rendre accessible en ligne l'inventaire de toutes les thèses et de tous les mémoires soutenus.

6. Je fais ici référence, en particulier, à *Casa Grande & Senzala* de Gilberto Freire (Rio de Janeiro, Maia e Schmidt, 1933), qui a influencé dans une grande mesure *Slave and Citizen* de Frank Tannenbaum (New York, Beacon Press, 1947) ; et, avec une perspective opposée, à *Capitalism and Slavery*, de Eric Williams (Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1944), fondamental pour le développement des idées de Florestan Fernandes, parmi d'autres. Cf. Florestan Fernandes et Roger Bastide, *Relações raciais entre negros e brancos em São Paulo*, São Paulo, Unesco/Anhembi, 1955 ; Florestan Fernandes, *A integração do negro na sociedade de classes*, São Paulo, Dominus Editora/Universidade de São Paulo, 1965. Pour une analyse de l'influence de l'œuvre de Frank Tannenbaum, cf. Alejandro de la Fuente, 'From Slaves to Citizens? Tannenbaum and the Debates on Slavery, Emancipation, and Race Relations in Latin America', *International Labor and Working Class History*, n° 77, printemps 2010, p. 154-173 ; et concernant la réception des travaux d'Eric Williams au Brésil, cf. Rafael Marquese, «Capitalismo, escravidão e a economia cafeeira do Brasil no longo século XIX», *Seculum, Revista de História*, n° 29, juillet-décembre 2013, p. 289-321.

7. Jean Hébrard, «L'esclavage au Brésil : le débat historiographique et ses racines», *loc. cit.* ; Rafael Marquese et Ricardo Salles [dir.], *Escravidão e capitalismo histórico no século XIX : Brasil, Cuba e Estados Unidos*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, sous presse. Herbert S. Klein, «A experiência afro-americana numa perspectiva comparada : a situação do debate sobre a escravidão nas Américas», *Afro-Ásia*, n° 45, 2012, p. 95-121. Robert W. Slenes, 'Brazil' in Robert L. Paquette et Marc M. Smith (eds), *The Oxford Handbook of Slavery in the Americas*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 111-133. Herbert S. Klein et João José Reis, 'Slavery in Brazil', in José Moya (ed.), *The Oxford Handbook of Latin American History*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 181-211. Stuart Schwartz, *Escravos, roceiros e rebeldes*, Bauru, Edusc, 2001, p. 21-82. Au-delà de l'analyse historiographique, ces

La restriction est dans le cas présent fondamentale : cet article ne prétend pas être un bilan équilibré de l'historiographie de l'esclavage au Brésil, ni fournir un historique de la production sur le sujet ; il ne cherche pas non plus à rendre compte de la totalité des thèmes précédemment énumérés. Dans cet article, j'aborderai certaines spécificités de l'esclavage brésilien au XIX^e siècle, que je considère, sans prétendre nullement épuiser le sujet, comme essentielles pour comprendre le plus largement possible ce processus historique : le problème de la permanence (et du développement) de l'esclavage dans un État qui se prétendait moderne et libéral, en particulier après l'indépendance, intervenue en 1822⁸.

LE PROBLÈME DE L'ESCLAVAGE DANS LE BRÉSIL INDÉPENDANT

De fait, l'option historique du maintien de l'esclavage a conduit à une série de dilemmes, ressentis aussi bien dans le champ politique et celui des relations internationales, qu'au plan de l'expérience historique des individus. Somme toute, en 1800, près d'un million d'Africains réduits en esclavage avaient déjà été transportés vers l'Amérique hispanique, tandis que le Brésil en avait reçu au total près de 3 350 000 (2,5 millions devaient encore arriver au cours du XIX^e siècle, pour un total de près de 5 850 000 Africains, soit plus de 45 % du total des esclaves transportés d'Afrique vers les Amériques)⁹. Au début du XIX^e siècle, l'esclavage était profondément établi au Brésil et dans l'Amérique hispanique, et le nombre d'Africains qui y arrivaient était plus grand que jamais¹⁰.

L'expansion de l'économie du café au Brésil augmenta la demande en esclaves, avec des maîtres qui étaient prêts à payer des prix élevés pour en obtenir. Dans le même temps, après la Révolution de Saint-Domingue, dans la dernière décennie du XVIII^e siècle, et la fin de la traite d'esclaves dans l'Atlantique Nord en 1808, les ports d'arrivée en Amérique du Sud gagnèrent en

textes témoignent de perspectives différentes, quoique point toujours aussi opposées qu'elles peuvent paraître, sur l'esclavage et les modèles d'interprétation de l'histoire du XIX^e siècle brésilien. C'est le cas des historiens qui adoptent la perspective dite du « deuxième esclavage » (Rafael Marquese et Ricardo Salles, *op. cit.*) et de ceux qui défendent une « histoire sociale de l'esclavage » (entre autres, Sidney Chalhoub et Silvia Lara). Pour un ensemble de textes à l'origine de cette dernière perspective, cf. le numéro spécial de la *Revista Brasileira de História*, volume 8, n° 16, 1988, dirigé par Silvia Lara. Je reconnais l'importance de ce débat, mais il n'entre pas dans les objectifs de ce texte de le discuter.

8. La discussion sur le libéralisme et l'esclavage date, dans la pensée brésilienne, des années 1970. Cf. Roberto Schwarz, « As idéias fora do lugar » in *Ao vencedor as batatas*, São Paulo, Editora 34, 2012 (1^e édition 1977) ; Maria Sylvia de Carvalho Franco, « As idéias estão no lugar », *Cadernos de Debates*, n° 1, 1976 ; Wanderley Guilherme dos Santos, *Ordem burguesa e liberalismo político*, São Paulo, Duas Cidades, 1978 ; Alfredo Bosi, « Escravidão entre dois liberalismos », *Estudos avançados*, volume 2, n° 3, 1988, p. 4-39.

9. Les données sont tirées de *The Transatlantic Slave Trade Database*, <http://www.slavevoyages.org/tast/assessment/estimates.faces>.

10. George Reid Andrews, *América afro-latina (1800-2000)*, São Carlos, EdUFSCar, 2007, chapitre I ; Francisco Vidal Luna et Herbert Klein, *Escravidão no Brasil*, São Paulo, EDUSP/Imprensa Oficial do Estado de São Paulo, 2010, p. 81.

importance, avec l'affluence de marchands venant y vendre leurs esclaves. Le nombre d'esclaves africains circulant aux frontières entre les empires portugais et espagnols connut son niveau le plus élevé exactement au début des mouvements d'indépendance en Amérique du Sud. Aussitôt après une première tentative d'indépendance, en 1810, l'Argentine tenta d'abolir le trafic d'esclaves, en 1812, en établissant le principe selon lequel tous ceux qui naîtraient dans le nouveau pays seraient libres, même les enfants d'esclaves. Même si cette décision fut annulée par la suite (l'émancipation définitive des esclaves n'intervint en Argentine qu'en 1853), il était clair dès le début du processus d'indépendance dans l'Amérique hispanique, même avec l'opposition des maîtres et des marchands, que l'indépendance devait signifier, tôt ou tard, l'abolition de l'esclavage. En 1825, presque tous les pays d'Amérique hispanique avaient déjà interdit les importations d'esclaves depuis l'Afrique, et avaient approuvé des lois d'émancipation, à l'application graduelle ou immédiate.

Comme on le sait, c'est le contraire qui se produisit au Brésil. L'indépendance ne s'accompagna pas d'un discours favorable à l'abolition de l'esclavage. Le discours politique dominant, dans les années 1820 à 1840, renforça l'idée que la main-d'œuvre africaine était nécessaire au développement du pays. Dans le même temps, l'esclavage exerçait un rôle important dans l'image que le Brésil indépendant avait de lui-même. La civilisation brésilienne, articulée à une société hautement hiérarchisée, était fondée sur l'esclavage et le travail africains, dont elle se considérait dépendante. Jusqu'aux années 1850 au moins, lorsque fut définitivement interdite la traite atlantique et que le prix des esclaves augmenta de manière significative, plus encore que ce n'était le cas depuis les années 1820, la possession d'esclaves était largement répandue parmi la population libre, comme le démontrent depuis un certain temps diverses études sur le sujet¹¹.

La suppression de la traite atlantique figurant au programme des relations entre l'Angleterre et le Portugal jusqu'en 1822 et, depuis lors, entre les Anglais et le Brésil, allant jusqu'à constituer une condition à la reconnaissance de son indépendance, il devint impossible, pour le pays récemment créé, d'ignorer la question. C'est pourquoi, en 1827, il fut établi que le commerce d'esclaves vers le Brésil serait aboli en trois ans. La loi du 7 novembre 1831 consacra cet accord, en interdisant l'entrée d'Africains au Brésil et en établissant qu'à partir de cette date ceux qui y entreraient seraient libres¹².

Il y a bien des débats à propos de la loi de 1831, connue comme la « loi pour donner le change à l'Anglais »¹³ en raison de son inefficacité supposée.

11. Manolo Florentino, « Sobre minas, crioulos e a liberdade costumeira no Rio de Janeiro, 1789-1871 », in *Tráfico, cativo e liberdade, Rio de Janeiro, séculos XVII-XIX*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2005.

12. Tamis Parron, *A política da escravidão no Império do Brasil*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2011.

13. *Para inglês ver* est devenue une locution usuelle signifiant, au figuré, « pour donner le change ». (Note du traducteur)

Ce qu'il importe de remarquer ici, c'est que, de la promulgation de cette loi jusqu'à la deuxième abolition de la traite, intervenue en 1850, environ 750 000 esclaves africains entrèrent illégalement au Brésil. Une petite portion d'entre eux furent formellement classés comme «Africains libres», sans que cela signifie qu'ils aient été, de fait, libérés. Dans la pratique, donc, au fil du XIX^e siècle, l'esclavage brésilien devint majoritairement illégal, puisqu'il y avait de plus en plus de chance pour que les Africains soient entrés au Brésil après 1831, ce qui aurait dû, potentiellement, suffire à les libérer, eux et leurs descendants¹⁴.

La position brésilienne sur l'esclavage engendra, par conséquent, un progressif isolement international à partir des années 1820, même si le Brésil pouvait compter sur des partenaires esclavagistes à Cuba et dans le Sud des États-Unis. Quoi qu'il en soit, en Amérique du Sud, les frontières entre le Brésil et ses voisins en vinrent à représenter, peu à peu, celles qui séparaient l'esclavage de la liberté. Dans l'espace atlantique, la présence des Anglais et les mécanismes de répression instaurés pour lutter contre le trafic creusèrent également le fossé entre des territoires esclavagistes et des territoires qui s'auto-définissaient comme libres.

Même si les conditions de vie de ceux qui vivaient au Brésil et celles des habitants des autres pays n'étaient pas toujours radicalement différentes, la dialectique du renforcement de l'esclavage et de la défense de la liberté contribua assurément à accentuer le processus que je nomme la *territorialisation de l'esclavage* dans les Amériques. La construction de l'illégalité au Brésil, surtout à partir des interdictions successives de la traite atlantique, joua un rôle fondamental dans ce processus.

Outre l'attention portée aux significations physique, politique et diplomatique de la frontière entre l'esclavage et la liberté, l'analyse se porte aussi, depuis peu, sur la façon dont cette frontière modela l'expérience des individus réduits en esclavage. En raison des possibilités nombreuses et variées d'obtention de l'affranchissement au Brésil, en vigueur dès la période coloniale, les frontières juridique et symbolique entre la condition d'homme libre et la condition d'esclave furent également fondamentales dans l'expérience des individus réduits en esclavage et de leurs descendants dans le Brésil du XIX^e siècle. Si la libération était un horizon pour bien des esclaves qui habitaient alors le pays, les risques d'asservissement étaient non moins élevés pour les affranchis et même pour les noirs nés libres. Pour la population noire brésilienne, il est probable qu'entre l'espérance de liberté et la peur de l'asservissement, cette dernière l'ait emporté¹⁵.

14. Sur la loi de 1831, cf. Tamis Parron, *op. cit.* ; Beatriz G. Mamigonian et Keila Grinberg [dir.], *Para inglês ver? Revisitando a lei de 1831*, dossier de la revue *Estudos afro-asiáticos*, 2007 ; Beatriz G. Mamigonian, « O direito de ser africano livre : os escravos e as interpretações da lei de 1831 », in Silvia H. Lara et Joseli M. N. Mendonça [dir.], *Direitos e justiça no Brasil*, Campinas, Editora da Unicamp, 2006, p. 129-160.

15. La Révolte des Marimbondos, qui se produisit entre 1851 et 1852 à Pernambuco, illustre bien la peur persistante au sein de la population noire libre et affranchie du Brésil d'un asservissement illégal et d'un ré-asservissement. À ce sujet, voir les articles de Guillermo Palácios, « As revoltas camponesas

C'est donc la frontière entre esclavage et liberté, entre légalité et illégalité, sur ses ambiguïtés et sa complexité, qu'entend interroger cet article. Le fait que cette frontière s'applique, d'un côté, sur le plan politique et diplomatique, et, de l'autre, au niveau de l'expérience des individus, implique d'une certaine manière une opposition entre l'analyse à grande échelle et l'analyse à petite échelle. Je pars au contraire du principe que l'action des individus et les combats politiques plus larges s'influencent mutuellement¹⁶. En ce sens, je considère l'univers juridique comme un lieu privilégié pour l'analyse, puisqu'il permet de comprendre les relations entre les changements juridiques, politiques et sociaux, et la constitution, dans chaque cas, de relations asymétriques de pouvoir. L'importance accordée à ces relations part de la conviction que, même si l'espace juridique n'est pas neutre, il n'est pas non plus préalablement déterminé. Dans le cas des sociétés esclavagistes modernes, où des êtres humains sont formellement classés comme des « choses », pratiquement sans personnalité juridique, cette perspective a ouvert de surprenantes possibilités d'analyse, en mettant en évidence le fait que la justice s'est constituée, parmi d'autres formes d'action politique, comme un important espace de débat où des individus asservis pouvaient aller jusqu'à remettre en question leur propre condition.

LES FRONTIÈRES ENTRE ESCLAVAGE ET LIBERTÉ DANS LE BRÉSIL DU XIX^e SIÈCLE

Cet ensemble de problèmes historiques et historiographiques s'est constitué en particulier à partir du milieu des années 1980, lorsque des spécialistes de l'esclavage liés à la « nouvelle histoire sociale » ont commencé à s'intéresser à la sphère du droit, en premier lieu aux sources produites par les tribunaux, comme les procès criminels, les inventaires et les registres notariaux. Jusqu'alors, l'utilisation de ces sources visait principalement à en faire des fenêtres pour analyser la société esclavagiste du XIX^e siècle, en approfondissant notamment les relations quotidiennes entre maîtres et esclaves, les

no Brasil escravista : a Guerra dos Marimbondos (1851-1852) », *Almanack Braziliense*, n° 3, mai 2006, et Maria Luiza Ferreira de Oliveira, « Resistência popular contra o Decreto 798 ou a "lei do cativo" : Pernambuco, Paraíba, Alagoas, Sergipe, Ceará, 1851-1852 », in Monica Duarte Dantas [dir.], *Revolutas, motins, revoluções : homens livres pobres e libertos no Brasil do século XIX*, São Paulo, Alameda Casa editorial, 2011, volume I, p. 391-427. Également sur les possibilités de ré-asservissement au Brésil, cf. Judy Bieber Freitas, 'Slavery and social life: attempts to Reduce Free People to Slavery in the Sertão Mineiro, Brazil, 1850-1871', *Journal of Latin American Studies*, volume 26, n° 3, octobre 1994, p. 605-609; Sidney Chalhoub, 'The precariousness of freedom in a slave society (Brazil in the nineteenth century)', *International Review of Social History*, volume 56, 2011, p. 405-439; Keila Grinberg, 'Re-enslavement, Rights and Justice in Nineteenth-Century Brazil', *Translating the Americas*, volume 1, 2013, <http://dx.doi.org/10.3998/lacs.12338892.0001.006>.

16. Un excellent exemple de connexion entre les analyses à grande et petite échelles se trouve dans le livre de Roquinaldo Ferreira, *Cross-cultural Exchange in the Atlantic World: Angola and Brazil during the Era of the Slave Trade*, New York, Cambridge University Press, 2012.

relations familiales et sociales entre esclaves, affranchis et libres de naissance, ou la criminalité des esclaves. Ce fut l'époque, au Brésil, de la diffusion de l'histoire sociale telle qu'elle se dessinait sur le plan international depuis le milieu des années 1960, en même temps que s'approfondissaient les relations académiques entre spécialistes brésiliens et nord-américains de l'esclavage¹⁷.

Dans le cas particulier des analyses fondées sur les archives judiciaires, les travaux respectifs de Carlo Ginzburg, Natalie Zemon Davis, Michelle Perrot et Edward P. Thompson ont exercé une grande influence sur l'historiographie brésilienne. Parmi les historiens qui ont eu recours aux archives judiciaires pour comprendre plus largement l'esclavage, se distingue Rebecca Scott¹⁸. Dans le cadre de ces débats théoriques et méthodologiques comme dans celui des discussions politiques engagées au Brésil dans les années 1980, en plein processus de re-démocratisation, l'intérêt qu'il y avait à lire et analyser des documents comme les procès criminels est justement venu du fait que l'on espérait voir des hommes et des femmes, en particulier des travailleurs, « en train d'agir et de décrire des relations quotidiennes hors de l'espace du mouvement ouvrier, du lieu de la parole politique articulée »¹⁹.

Ces sources ont ainsi été utilisées, dans ces premiers travaux, comme un moyen de reconstituer le quotidien des esclaves, leurs relations avec les hommes et les femmes libres et affranchis, leurs valeurs et leurs comportements. Par travailleurs, l'on entendait non pas seulement les travailleurs libres, étudiés en particulier sur la période de la Première République (1889-1930), mais également les esclaves, objet d'analyse chez Sidney Chalhoub, Maria Helena Machado, Hebe Mattos, Silvia Lara et tant d'autres, intéressés par les relations d'amitié, de parenté, de voisinage et de survie que ces documents permettaient d'entrevoir²⁰.

17. Les relations historiographiques entre chercheurs brésiliens et anglophones ont joué un rôle essentiel dans le développement de ce champ d'étude dans les deux pays depuis les années 1980. Sont d'une importance fondamentale, en ce sens, les versions anglaises des ouvrages de João José Reis, comme les traductions portugaises des livres de Mary Karasch, Robin Blackburn, David Brion Davis, Ira Berlin et Rebecca Scott, entre autres.

18. Rebecca Scott, *Emancipação escrava em Cuba : a transição para o trabalho livre, 1860-1899*, São Paulo, Paz e Terra, 1991. Cette historienne a joué un rôle fondamental pour stimuler les relations entre les historiographies brésilienne, cubaine et nord-américaine du droit et de l'esclavage au XIX^e siècle, notamment à travers le réseau de recherche 'The Law in Slavery and Freedom', qu'elle coordonne à l'Université du Michigan : <http://sitemaker.umich.edu/law.slavery.freedom/home>.

19. Sidney Chalhoub, préface à la 2^e édition de *Trabalho, lar e botequim*, Campinas, Editora da Unicamp, 2001, p. vii.

20. Maria Helena Machado, *Crime e escravidão*, São Paulo, Brasiliense, 1988 ; Maria Helena Machado, *O plano e o pânico : os movimentos sociais na década da abolição*, São Paulo, Edusp, 1994 ; Sidney Chalhoub, *Visões da liberdade : uma história das últimas décadas da escravidão na Corte*, São Paulo, Companhia das Letras, 1990 ; Hebe Mattos, *Das cores do silêncio : os significados da liberdade no sudeste escravista – Brasil século XIX*, Rio de Janeiro, Arquivo Nacional, 1995 ; Silvia H. Lara, *Campos da violência : escravos e senhores na capitania do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1988. Sont parus plus récemment, entre autres : Ricardo Alexandre Ferreira, *Senhores de poucos escravos : cativo e criminalidade num ambiente rural, 1830-1888*, São Paulo, Editora da UNESP, 2005 ; Maria de Fátima Novaes Pires, *O crime na cor : escravos e forros no alto sertão da Bahia (1830-1888)*, São Paulo, Annablume/FAPESP, 2003 ; Alysso Luiz Freitas de Jesus, *No sertão das Minas : escravidão, violência e liberdade no norte de Minas, 1830-1888*, São Paulo, Editora Annablume, 2007.

Parmi les nouvelles sources étudiées par ces historiens, il en est une qui a particulièrement retenu l'attention : les « actions de liberté » (*ações de liberdade*), actions civiles où des individus supposément asservis poursuivaient devant la justice leurs prétendus maîtres pour les avoir maintenus illégalement en captivité. Au-delà d'une fenêtre ouverte sur le XIX^e siècle, les « actions de liberté » ont été également utilisées pour observer l'attitude de ces esclaves qui eurent recours à la justice et à l'État afin de lutter pour des prérogatives qu'ils considéraient comme relevant de leurs droits. Aux yeux de ces personnes asservies, l'État détenait le pouvoir de faire valoir des droits qu'elles estimaient détenir, comme celui de recevoir la liberté promise, tout au plus verbalement parfois, par un maître. L'une des conclusions importantes auxquelles on est alors parvenu (et qui a aussi inauguré un important programme de recherches sur l'esclavage et la liberté dans le Brésil du XIX^e siècle) concernait le rôle exercé par l'État, à travers ses tribunaux, dans l'obtention de l'affranchissement par les esclaves, ce qui s'observait aussi bien dans la fréquence des « actions de liberté » (et, plus important, dans les nombreuses sentences favorables à la libération effective), que dans le résultat des requêtes extrajudiciaires effectuées par des Africains et leurs descendants, qui s'adressaient directement au roi afin que celui-ci manifeste sa compassion à l'égard de ses sujets, en leur épargnant des peines, en leur accordant des grâces spéciales, ou en se prononçant en leur faveur dans des « actions de liberté », quand ils avaient déjà épuisé toutes les autres manières d'obtenir ou de s'assurer l'affranchissement²¹.

Les « actions de liberté » permettaient, ainsi, d'entrevoir la tension qu'il y avait entre la permanence des relations esclavagistes au XIX^e siècle et le processus de modernisation de l'État brésilien. D'un côté, elles étaient l'expression d'une lutte pour les droits civils menée par des esclaves et leurs descendants qui, à travers la justice, donnaient à leurs demandes un caractère public et rendaient explicite le besoin de réglementation juridique des relations civiles privées. D'une certaine manière, leurs actions contribuèrent à l'expansion de la sphère publique, puisqu'elles sollicitaient l'intervention de l'État. D'un autre côté, ces « actions de liberté » démontraient également combien étaient encore forts, dans cette même société, les liens de dépendance entre maîtres et esclaves, ainsi que les craintes du pouvoir public (à travers avocats et juges) d'affronter directement cette question²².

Si, parmi les conséquences historiographiques les plus évidentes, ces analyses ont eu pour effet de revoir l'interprétation déjà traditionnelle selon laquelle le comportement des esclaves ne pouvait s'entendre qu'à partir de la

21. A.J.R. Russell-Wood, « Vassalo e soberano: apelos extrajudiciais de africanos e de indivíduos de origem africana na América Portuguesa », in Maria Beatriz Nizza da Silva [dir.], *Cultura portuguesa na Terra de Santa Cruz*, Lisboa, Editorial Estampa, 1995, p. 215-233.

22. Keila Grinberg, *Liberata : a lei da ambigüidade : as ações de liberdade da Corte de Apelação do Rio de Janeiro no século XIX*, Rio de Janeiro, Relume Dumará, 1994 ; Hebe Mattos, *Das cores do silêncio...*, op. cit. ; Sidney Chalhoub, *Visões da liberdade...*, op. cit.

polarisation entre passivité et rébellion²³, au-delà, des études comme celles de Sidney Chalhoub et Hebe Mattos ont fourni un ensemble d'éléments probants quant au rôle des « actions de liberté » dans le processus de délégitimation de l'esclavage dans le Brésil du XIX^e siècle.

Comme ces études l'ont bien montré, les « actions de liberté », en interrogeant les habitudes établies et en redimensionnant les relations entre maîtres et esclaves, furent un recours important employé par les esclaves et les avocats pour obtenir l'affranchissement et même l'émancipation générale, à partir des années 1860 (dans le cas de l'abolition, surtout à partir des années 1870). En mettant l'accent sur le combat judiciaire comme un espace fondamental de lutte contre l'esclavage, ces auteurs ont attiré l'attention sur l'importance qu'il y avait à étudier les stratégies d'obtention de l'affranchissement par le droit. Ils ont contribué ainsi à encourager d'autres études sur les « actions de liberté » qui, au lieu d'utiliser celles-ci comme une manière de comprendre l'univers des esclaves, les ont employées comme une porte d'entrée dans le monde juridique des avocats et des juges au XIX^e siècle, jusqu'alors peu exploré par les historiens brésiliens²⁴.

C'est le cas d'analyses comme celles de Joseli Mendonça, Elciene Azevedo et Eduardo Spiller Pena, outre la mienne, qui ont eu recours aux « actions de liberté » pour aborder, respectivement, le processus d'élaboration de la loi dite des Sexagénaires, de 1885, la trajectoire de l'avocat noir Luiz Gama, et les débats sur l'esclavage menés par les jurisconsultes à l'Institut des Avocats Brésiliens²⁵. Ces auteurs font partie d'un groupe qui, sans abandonner les méthodes ou les thèmes et débats historiographiques de l'histoire sociale, a choisi comme objet l'histoire du droit et des pratiques judiciaires au Brésil²⁶.

23. Parmi les travaux représentant cette historiographie, cf. Fernando Henrique Cardoso, *Capitalismo e escravidão no Brasil meridional : o negro na sociedade escravocrata do Rio Grande do Sul*, São Paulo, DIFEL, 1962 ; Jacob Gorender, *O escravismo colonial*, São Paulo, Ática, 1971. Pour un bilan de cette perspective historiographique, consolidée à partir du milieu des années 1980, cf. Ciro Flammarion S. Cardoso [dir.], *Escravidão e abolição no Brasil, novas perspectivas*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar Editor, 1988 ; Sílvia H. Lara [dir.], *Escravidão. Revista Brasileira de História*, São Paulo, volume 8, n° 16, mars-août 1988. Voir également João José Reis et Eduardo Silva, *Negociação e conflito : a resistência negra no Brasil escravista*, São Paulo, Companhia das Letras, 1989.

24. José Murilo de Carvalho, Sérgio Adorno et Edmundo Campos Coelho ont réalisé d'importantes analyses sur la composition sociale et les caractéristiques de la corporation des avocats durant la période impériale. Voir, respectivement : *A construção da ordem : a elite política imperial*, suivi de *Teatro de sombras*, Rio de Janeiro, Relume Dumará, 1996 ; *Os aprendizes do poder : o bacharelismo liberal na política brasileira*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1988 ; *As profissões imperiais*, Rio de Janeiro, Record, 1988.

25. Joseli Mendonça, *Entre a mão e os anéis : a lei dos sexagenários e os caminhos da abolição no Brasil*, Campinas, Editora da Unicamp, 1999 ; Elciene Azevedo, *Orfeu de carapinha : a trajetória de Luiz Gama na imperial cidade de São Paulo*, Campinas, Editora da Unicamp, 1999 ; Eduardo Spiller Pena, *Pajens da Casa Imperial : jurisconsultos e escravidão no Brasil do século XIX*, Campinas, Editora da Unicamp, 1999. J'ai également traité ce thème dans *O fiador dos brasileiros : cidadania, escravidão e direito civil no tempo de Antônio Pereira Rebouças*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2002.

26. Les premiers à avoir utilisé les ressources de l'histoire sociale pour étudier le droit sont les brésilianistes Stuart Schwartz et Thomas Flory, respectivement dans *Burocracia e sociedade no Brasil colonial : a Suprema Corte da Bahia e seus juizes*, São Paulo, Perspectiva, 1979, et *El juez de paz y el jurado en el Brasil imperial, 1808-1871 : control social y estabilidad política en el nuevo Estado*, Mexico,

À partir de ces travaux, réalisés dans une large mesure durant les années 1990, divers historiens ont commencé à interroger la place du droit et de la justice dans les sociétés esclavagistes américaines. Sur ce point, on s'est mis non seulement à analyser de nouvelles sources, comme les lois, la jurisprudence et les débats sur la codification, mais également à envisager les agents de la loi non plus comme de simples représentants d'une classe de maîtres, mais comme des acteurs qui, en accord avec leurs croyances et leurs attitudes, pouvaient de fait interférer dans le destin d'individus asservis. Ainsi avocats et juges sont-ils devenus également l'objet de recherches dans le domaine de l'esclavage et du droit, de même que les visions et attitudes adoptées par les esclaves à leur égard.

L'HISTORIOGRAPHIE DE L'ESCLAVAGE DANS LE BRÉSIL DU XXI^e SIÈCLE

Les années 2000 ont vu cette perspective historiographique se développer selon différentes approches et lignes d'interprétation. J'en ai identifié quatre, que je vais à présent explorer : l'esclavage illégal et la précarité de la liberté ; l'abolitionnisme et l'abolition de l'esclavage ; l'esclavage et le développement des relations internationales ; la mémoire de l'esclavage et les politiques contemporaines de réparation.

La première approche relève d'un tour de force. L'historiographie centrée sur la recherche de la liberté, si elle a indiscutablement contribué à approfondir la compréhension des multiples possibilités de libération dans le Brésil esclavagiste, que ce soit par les différentes formes d'affranchissement (conditionnel, inconditionnel, payé), par des contrats (comme la *coartação*, ou achat de la liberté à crédit), ou par des « actions de liberté », a peut-être conduit, par sa popularité même, à une interprétation excessivement optimiste des significations de la liberté dans le Brésil du XIX^e siècle.

De fait, des études comme *Africanos livres : uma história social da abolição do tráfico de escravos no Brasil*, de Beatriz Mamigonian, encore sous presse, et le livre le plus récent de Sidney Chalhoub, *A força da escravidão : ilegalidade e costume no Brasil escravista*, démontrent que l'affranchissement s'accompagnait de pratiques d'asservissement, du maintien d'anciennes et de nouvelles formes de domination des maîtres, de la tentative d'extension du trafic atlantique et intérieur d'esclaves, et de difficultés à maintenir le statut d'affranchi et la sécurité de ceux qui avaient réussi à obtenir leur affranchissement ou qui étaient déjà arrivés au Brésil durant la période d'illégalité du trafic²⁷. En

Fundo de Cultura Econômica, 1986. Cf. également Sílvia H. Lara, *Legislação sobre escravos africanos na América portuguesa*, São Paulo, 1998, p. 18-19.

27. Beatriz G. Mamigonian, *Africanos livres : uma história social da abolição do tráfico de escravos no Brasil*, São Paulo, Companhia das Letras, 2016 ; Sidney Chalhoub, *A força da escravidão : ilegalidade e costume no Brasil escravista*, São Paulo, Companhia das Letras, 2012.

ce sens, l'univers des esclaves, des asservis, des affranchis et des noirs libres se trouvait unifié par la *précarisation de la liberté*, un concept également forgé par Chalhoub et qui est employé aussi bien pour qualifier la liberté des Africains et de leurs descendants au XIX^e siècle, que pour mettre en relief les conditions de vie des affranchis et de leurs descendants durant la période postérieure à l'abolition²⁸. En s'intéressant aussi bien à la violence quotidienne des relations sociales traversées par l'esclavage qu'à la création de nouvelles formes de paternalisme, un thème ancien dans la pensée sociale brésilienne, peut-être cherche-t-on à créer un équilibre entre les possibilités d'obtention de la liberté et le phénomène d'asservissement illégal ou de remise en esclavage d'affranchis et de noirs libres.

L'accent mis sur les expériences de liberté et sur les moyens par lesquels la population fit face à la persistance de l'esclavage au cours du XIX^e siècle a également suscité des études consacrées à l'expérience des Africains (esclaves, asservis illégalement ou affranchis) dans le pays. Exemplaires, en ce sens, sont les travaux de João José Reis et Flavio Gomes, qui évoquent spécialement les expériences et les actions de résistance des Africains dans le Brésil du XIX^e siècle, non seulement collectives (comme le démontrent les études des deux auteurs sur les *quilombos*, et surtout le déjà classique *Rebelião escrava no Brasil*, de Reis) mais aussi individuelles, comme le montrent la biographie de Domingues Sodré et celle du marabout (*alufá*) Rufino, co-écrite avec Marcus Carvalho²⁹. Un autre champ très productif, inauguré dès les années 1970 avec l'ouvrage de Maria Sylvia de Carvalho Franco, a trait à l'expérience des « hommes libres et pauvres », nés au Brésil mais descendants d'Africains, qui vécurent le défi d'être en même temps des noirs et des citoyens dans le Brésil du XIX^e siècle. Ces travaux sont développés notamment par des historiens comme Hebe Mattos et Zephyr Frank³⁰.

La deuxième approche concerne l'histoire sociale des événements politiques. Elle a été particulièrement significative dans les études récentes consa-

28. Sidney Chalhoub, 'The precariousness of freedom in a slave society (Brazil in the nineteenth century)', *International Review of Social History*, loc. cit.

29. Mérite d'être distingué ici le livre déjà classique de João José Reis, *Rebelião escrava no Brasil*, São Paulo, Companhia das Letras, 2003. Voir également du même auteur, *Domingos Sodré, um sacerdote africano : escravidão, liberdade e candomblé na Bahia do século XIX*, São Paulo, Companhia das Letras, 2008 ; João José Reis, Flavio Gomes et Marcus Carvalho, *O alufá Rufino : tráfico, escravidão e liberdade no Atlântico negro (c. 1822-c. 1853)*, São Paulo, Companhia das Letras, 2010. Il est impossible de citer tous les travaux récents sur l'expérience des Africains au Brésil. Cf. toutefois, comme exemple d'une perspective innovante et stimulante, le travail sur les langues africaines de Ivana Stolze Lima : « Escravos bem falantes e nacionalização linguística no Brasil : uma perspectiva histórica », *Estudos Históricos*, volume 25, 2012, p. 352-369, et « Práticas e fronteiras : africanos, descendentes e língua nacional no Rio de Janeiro », in Ivana Stolze Lima et Laura do Carmo [dir.], *História social da língua nacional*, tome II, *Diáspora africana*, Rio de Janeiro, NAU/Faperj, 2014, volume 1, p. 229-248.

30. Maria Sylvia de Carvalho Franco, *Homens livres na ordem escravocrata*, São Paulo, UNESP, 1997 (1^{re} édition 1969) ; Hebe Mattos, *Ao sul da história : lavradores pobres na crise do trabalho escravo*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas, 2009 (1^{re} édition 1987). Cf. également, du même auteur, *Escravidão e cidadania no Brasil monárquico*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2000 ; Zephyr Frank, *Dutra's World: Wealth and Family in Nineteenth-Century Rio de Janeiro*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2004.

créées à l'abolitionnisme et à l'abolition de l'esclavage. L'analyse combinée de l'action des esclaves, surtout à partir des années 1870, et de celle des avocats, juges et politiciens, a mené à la production d'une série de travaux de qualité sur le processus d'élaboration de lois sur la liberté des Africains et des Amérindiens, sur leur application et sur leurs possibilités d'interprétation dans les tribunaux de l'époque³¹.

De la même manière, en abordant spécialement la période finale de l'esclavage au Brésil, des études sur les usages politiques (surtout abolitionnistes) de la législation sur l'esclavage, l'asservissement et la liberté, ont montré que les dernières décennies de l'esclavage au Brésil furent profondément marquées aussi bien par l'approfondissement des débats sur la légalité et l'illégalité du droit de propriété sur des individus, que par le regain des actions politiques dans le camp de l'abolitionnisme. Un bon exemple de cette production est le recueil *Direitos e justiça*, organisé par Silvia Lara et Joseli Mendonça et publié en 2006. Même s'il n'est pas entièrement consacré à l'esclavage, il apporte une importante contribution au champ de l'historiographie sociale du droit sur l'esclavage, ainsi que de nouvelles interprétations du mouvement abolitionniste brésilien.

Jusqu'alors, selon la définition basique, ce mouvement présentait deux phases : l'une réformiste, caractérisée par la recherche de la libération dans le cadre du système, qui aurait duré de la fin des années 1860 au début des années 1880 ; l'autre, plus radicale, à partir du milieu des années 1880, quand les abolitionnistes, mêlés aux esclaves et aux affranchis, organisèrent des actions plus extrêmes comme des fuites de masse³². Or ces travaux montrent des connexions bien plus importantes entre les deux phases du mouvement abolitionniste, à partir de l'action non négligeable de ceux qui, de l'intérieur du système, travaillèrent pour le changer, comme ce fut le cas pour Luiz Gama, déjà cité, et Caetano Alberto Soares, parmi d'autres avocats. Ces études font également ressortir l'action des affranchis et leurs contacts avec les groupes abolitionnistes et, finalement, le fait que le mouvement abolitionniste non seulement a parié sur la mobilisation populaire, surtout dans sa phase finale, mais est resté actif également après l'abolition de l'esclavage, comme le démontre Claudia Regina Andrade dos Santos³³.

31. Sur les fondements de la législation esclavagiste coloniale, cf. Silvia Lara, *Legislação sobre escravos africanos na América portuguesa*, Madrid, Fundación Histórica Tavera/Digibis, 2000 ; Waldomiro Lourenço da Silva Júnior, « Alforria, liberdade e cidadania : o problema da fundamentação legal da manumissão no Antigo Regime ibérico », *Revista de Índias*, volume 73, 2013, n° 258, p. 431-458.

32. Silvia Lara et Joseli Mendonça, *Direitos e justiça : ensaios de história social*, op. cit.

33. Pour un bilan historiographique des nouveaux travaux sur l'abolitionnisme, cf. Claudia Santos, « Abolicionismo e visões da liberdade », *Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*, volume 1, 2007, p. 50-61. Voir également : du même auteur, « Na rua, nos jornais e na tribuna : a Confederação abolicionista do Rio de Janeiro, antes e depois da abolição », in Celso Castilho et Maria Helena Machado [dir.], *Tornando-se livre : agentes históricos e lutas sociais no processo da abolição*, São Paulo, EDUSP, 2015 ; Elciene Azevedo, *O direito dos escravos : lutas jurídicas e abolicionismo na província de São Paulo na segunda metade do século XIX*, Campinas, Editora da Unicamp, 2010.

Tout comme les spécialistes de l'histoire sociale du droit se sont interrogés, dans les années 1990, sur l'impact que la permanence de l'esclavage put avoir sur les mouvements de codification du XIX^e siècle, sur le fonctionnement de la justice, sur la formation de la jurisprudence et sur la rédaction de nouvelles lois, plusieurs historiens essaient aujourd'hui d'approfondir son impact sur les relations internationales établies entre le Brésil, l'Angleterre, les États-Unis et les pays d'Amérique latine indépendants depuis peu.

Cette nouvelle réflexion ne diminue évidemment pas l'importance des ouvrages classiques sur le sujet³⁴. La différence tient à ce qu'à présent, ces travaux prennent pour point de départ l'action des individus, en particulier les mouvements d'individus asservis, fugitifs et réfugiés aux frontières, entre le Brésil, l'Uruguay, l'Argentine et le Pérou, pour ne citer que quelques exemples. C'est le cas des fuites transfrontalières étudiées par Silmei de Sant'Ana Petiz³⁵. Si les fuites sont un thème classique des études sur l'esclavage au Brésil³⁶, celles qui eurent pour destination des territoires extérieurs au pays, durant le XIX^e siècle, sont la preuve des impacts qu'ont eus au Brésil les conjonctures politiques des pays voisins, alliant mouvements d'indépendance et projets d'émancipation des esclaves³⁷.

En outre, depuis l'époque coloniale, même en l'absence d'une conjoncture particulière relative à l'émancipation, les frontières furent un recours pour des individus qui cherchaient la liberté, et servirent aussi bien aux Amérindiens qu'aux captifs africains ou afro-descendants. L'entrée sur un territoire étranger, quoiqu'à haut risque, était pour eux une façon d'essayer de se soustraire définitivement au contrôle de leurs maîtres et des autorités locales. Au fond, s'il est un lieu commun de dire que partout où il y eut de l'esclavage, il y eut de la résistance, partout où il y eut des gens asservis à proximité

34. Leslie Bethell, *A abolição do comércio brasileiro de escravos : a Grã-Bretanha, o Brasil e a questão do comércio de escravos, 1807-1869*, Brasília, Senado Federal, 2002 (1^{re} édition, en anglais, 1970).

35. Silmei de Sant'Ana Petiz, *Buscando a liberdade : as fugas de escravos da província de São Pedro para o além-fronteira (1815-1851)*, Passo Fundo, Editora da Universidade de Passo Fundo, 2006. Sur le même sujet, voir l'important travail de Margaret Bakos, « Considerações em torno do protesto do escravo negro no Rio Grande do Sul », *Estudos Econômicos*, volume 18, n^o spécial, 1988.

36. L'historiographie sur le marronnage au Brésil est extrêmement vaste. Voir, entre autres : Eduardo Silva, « Fugas, revoltas e quilombos : os limites da negociação », in João José Reis et Eduardo Silva, *Negociação e conflito, op. cit.* ; Ademir Gebara, « Escravos : fugas e fugas », *Revista Brasileira de História*, volume 6, n^o 12, mars-août 1996, p. 89-100 ; José Maia Bezerra Neto, « Histórias urbanas de liberdade : escravos em fuga na cidade de Belém, 1860-1888 », *Afro-Ásia*, volume 28, 2002, p. 221-250 ; Manolo Florentino, « De escravos, forros e fujões no Rio de Janeiro imperial », *Revista USP*, volume 58, 2003, p. 104-115 ; Flávio dos Santos Gomes, *A hidra e os pântanos : mocambos e quilombos no Brasil escravista*, São Paulo, Editora da Unesp/Polis, 2005, et *Histórias de quilombolas : mocambos e comunidades de senzalas no Rio de Janeiro, século XIX*, São Paulo, Companhia das Letras, 2006.

37. José Maia Bezerra Neto, « Ousados e insubordinados : protesto e fugas de escravos na Província do Grão-Pará (1840/1860) », *Topoi*, volume 2, janvier-juin 2001, p. 73-112. Newman Caldeira, « À procura da liberdade : fugas internacionais de escravos negros na fronteira oeste do Império do Brasil (1822-1867) », *Nuevo Mundo-Mundos Nuevos*, volume 2, 2009, p. 1-12. Keila Grinberg, 'Slavery, Manumission and the Law in Nineteenth-century Brazil: reflections on the law of 1831 and the "Principle of liberty" on the southern frontier of the Brazilian Empire', *European Review of History/Revue européenne d'histoire*, volume 16, 2009, p. 401-411 ; et, avec Rachel da Silveira Caé, « Escravidão, fronteira e relações diplomáticas Brasil-Uruguai, 1840-1860 », *Africana Studia*, volume 14, 2010, p. 275-285.

des frontières, il s'en trouva pour essayer de les franchir. Cette circulation de personnes à travers les frontières a produit non seulement un mouvement transnational de fugitifs, mais également toutes sortes de problèmes diplomatiques, à cause des réclamations des autorités visant la restitution des esclaves fugitifs, mais aussi des tentatives de démarcation des frontières depuis le début du XVIII^e siècle.

C'est ce qu'a montré Flávio Gomes, en étudiant les fuites de captifs à la frontière nord du Brésil au XVIII^e siècle, en particulier depuis le Pará vers les Guyanes françaises, ce qui provoqua la signature d'un traité d'extradition réciproque des esclaves entre le Portugal et la France³⁸. Dans les Caraïbes, où bien souvent une même île était divisée entre deux puissances différentes, ces situations furent courantes, et ont été assez bien étudiées. Au cours du XVIII^e siècle, à Saint-Domingue, les autorités coloniales françaises doivent faire face au problème des esclaves fuyant vers Santo Domingo, colonie espagnole voisine, allant jusqu'à organiser des troupes d'affranchis pour les récupérer. Des années plus tard, la révolution de 1791 à Saint-Domingue provoque à nouveau le déplacement de réfugiés, d'abord vers Santo Domingo, puis vers Cuba et la Nouvelle-Orléans. Dans des cas comme celui-là, franchir la frontière ne signifie pas seulement s'éloigner du maître, mais aussi chercher un sol libre, qui rendrait possible un changement effectif de condition juridique, d'esclave à homme libre ou affranchi³⁹.

Le passage d'esclaves à travers les frontières de toute l'Amérique espagnole n'était donc aucunement une nouveauté au XIX^e siècle. Les périodes de turbulence politique et sociale et les rivalités entre puissances stimulent les mouvements d'esclaves, tout comme la manière dont ils sont accueillis dans les régions de destination. Mais, avec le début du processus d'indépendance

38. Sur les fuites transfrontalières d'esclaves du Nord du Brésil durant la période coloniale, cf. Flávio dos Santos Gomes, 'A "safehaven": runaways slaves, mocambos, and borders in colonial Amazonia, Brazil', *The Hispanic American Historical Review*, volume 82, n° 3, 2002, p. 469-498; et, co-écrit avec Rosa Elizabeth Acevedo Marin, « Reconfigurações coloniais : tráfico de indígenas, fugitivos e fronteiras no Grão-Pará e Guiana francesa (séculos XVII e XVIII) », *Revista de História*, n° 149, 2004, p. 69-108. Récemment, Maria Regina Celestino de Almeida et Sara Ortelli ont dirigé un dossier sur la traversée des frontières par les indiens dans l'Amérique coloniale : « Atravesando fronteras : circulación de población en los márgenes iberoamericanos, siglos XVI-XIX », en deux livraisons dans *Nuevo Mundo/Mundos Nuevos*, 2011 et 2012 (disponible sur : <http://nuevomundo.revues.org/60702> et <http://nuevomundo.revues.org/62628>).

39. Nombreuses sont les études sur l'histoire transnationale de l'esclavage dans les Caraïbes, et l'on ne prétend pas les citer toutes ici. Cf. par exemple, Malick Ghachem, *The Old Régime and the Haitian Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012; David Geggus et Norman Fiering (eds), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 2008; David Geggus (ed.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press, 2001; Laurent Dubois, *A Colony of Citizens : Revolution and Slave Emancipation in the French Caribbean, 1787-1804*, Omohundro Institute for Early American History and Culture/University of North Carolina Press, 2004; Jane Landers, 'Spanish Sanctuary : Fugitives in Florida, 1687-1790', *Florida Historical Quarterly*, volume 62, n° 3, 1984, p. 296-313; Ada Ferrer, *Freedom's Mirror : Cuba and Haiti in the Age of Revolution*, Cambridge University Press, 2014; Rebecca Scott et Jean Hébrard, *Freedom Papers: an Atlantic Odyssey in the Age of Emancipation*, Cambridge, Harvard University Press, 2012. Pour des cas similaires dans d'autres territoires, comme les États-Unis, l'Angola ou l'Espagne, voir les articles du dossier « Free Soil », organisé par Sue Peabody et Keila Grinberg, publié dans *Slavery & Abolition*, volume 32, n° 3, 2011.

des pays du Rio de la Plata et le mouvement consécutif pour l'abolition de l'esclavage dans ces pays, le passage d'esclaves à travers les frontières acquit une nouvelle importance et une nouvelle perspective. Il ne s'agit pas, comme pour la période coloniale, d'aborder la question seulement à travers l'optique des rivalités entre puissances coloniales esclavagistes ; mais aussi d'analyser le problème à partir de la consolidation de territoires de la liberté et du maintien, quand ce ne fut pas le renforcement, de territoires de l'esclavage, dont le Brésil fut l'un des plus puissants défenseurs dans les Amériques. C'est ce que font une série de jeunes historiens, originaires pour une bonne part du Rio Grande do Sul. En analysant des situations de frontières, ils parviennent à articuler micro-histoire, histoire politique et diplomatique, et histoire économique, étant donné l'importance de ces régions pour l'approvisionnement du pays.

Enfin, la mise en relation avec le présent constitue peut-être l'une des plus importantes contributions actuelles de l'histoire sociale brésilienne depuis les années 1980 à la réflexion plus large sur l'esclavage. Ceci dans deux directions interdépendantes : d'un côté, la quête par les historiens des voix des descendants des individus asservis, devenant elles-mêmes des sources pour la production du savoir historique ; de l'autre, l'engagement actif de ces historiens dans la défense des droits des descendants d'Africains mis en esclavage au Brésil.

C'est ainsi qu'ont été lancées, au début des années 2000, une série d'initiatives liées à la recherche sur la mémoire de l'esclavage, qu'il s'agisse d'entretiens avec des descendants d'esclaves ou de l'analyse de manifestations culturelles, comme le *jongo*. Peu à peu, ces projets, initialement fondés sur les méthodes et les techniques classiques de l'histoire orale, ont aussi donné lieu à la production de films de recherche, par exemple le coffret de documentaires connu aujourd'hui sous le titre *Passados Presentes*⁴⁰.

Les travaux sur la mémoire de l'esclavage et du trafic illégal d'Africains asservis ont été aussi d'une importance fondamentale pour construire un argumentaire autour du droit à la réparation, en particulier à partir de la possibilité d'enregistrer collectivement des terres de communautés connues comme celles de « descendants de *quilombos* », et du mouvement en faveur de la reconnaissance des manifestations culturelles fondées sur l'héritage de l'esclavage, tel le *jongo*, comme patrimoine immatériel brésilien⁴¹.

40. Hebe Mattos et Ana Lugão Rios, *Memórias do cativo: família, trabalho e cidadania no pós-abolição*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2005. Pour consulter les entretiens qui ont donné naissance au livre, cf. *Memórias do cativo: narrativas*, sur le site du LABHOI : <http://www.labhoi.uff.br/narrativas/home>. Les films qui composent le coffret *Passados Presentes* sont *Passados Presentes: memória negra no sul fluminense* (de Hebe Mattos et Martha Abreu, 2011), *Versos e cacetes: o jogo do pau na cultura afro-fluminense* (de Matthias Assunção et Hebe Mattos, 2009), *Jongos, calangos e folias: memória negra, memória e poesia* (de Hebe Mattos et Martha Abreu, 2007) et *Memórias do cativo* (de Hebe Mattos, Martha Abreu, Guilherme Fernandez et Isabel Castro, 2005). Les films sont disponibles sur le site <http://www.labhoi.uff.br/passadospresentes>.

41. Hebe Mattos et Martha Abreu, « Remanescentes das comunidades dos quilombos: memória do cativo, patrimônio cultural e direito à reparação », *Anais do XXVI Simpósio Nacional de História*

Ce regard contemporain sur l'esclavage du XIX^e siècle n'est pas le fruit du hasard. En 2001, le trafic atlantique d'Africains réduits en esclavage vers les Amériques a été classé par l'Organisation des Nations Unies comme un crime contre l'humanité. La Conférence de Durban, tenue la même année avec une forte présence brésilienne, a été fondamentale pour définir le concept de réparation appliqué au passé esclavagiste. Au Brésil, d'ailleurs, depuis la Constitution de 1988, les droits territoriaux ont déjà été reconnus aux « descendants des communautés des *quilombos* », ce qui permettait d'obtenir l'enregistrement définitif des terres par l'État brésilien⁴². D'une certaine manière, dès le début du processus de redémocratisation, en 1985, la société et l'État brésiliens ont commencé à reconnaître la légitimité du combat pour les droits soutenu depuis si longtemps par le mouvement noir. La voie était ouverte à d'autres revendications, comme la promotion d'une politique nationale de discrimination positive.

Ce n'est pas sans raison que l'historien Luiz Felipe de Alencastro, dans un discours à la Cour suprême fédérale en 2010, en faveur des quotas, a précisément fondé son argumentation sur l'illégalité du trafic et la connivence de l'État brésilien avec l'activité des trafiquants et des acheteurs : « Joaquim Nabuco lui-même [...] écrivait en toutes lettres dans “O abolicionismo” (1883) : “Pendant cinquante ans, la grande majorité de la propriété esclave a été possédée illégalement. Rien ne serait plus difficile aux maîtres, pris collectivement, que de justifier devant un tribunal scrupuleux la légalité de cette propriété, prise également en masse”. [...] Il reste que ce crime collectif conserve une signification dramatique : en dépit de la loi, la majorité des Africains captifs au Brésil depuis 1818 (et tous leurs descendants) ont été maintenus en esclavage jusqu'en 1888. Autrement dit, une bonne partie des deux dernières générations d'individus asservis au Brésil n'était pas esclave. Moralement illégitime, l'esclavage sous l'Empire était en outre, d'abord et surtout, illégal. Comme je l'ai écrit, je suis convaincu que ce pacte des séquestreurs constitue le péché originel de la société et de l'ordre juridique brésiliens »⁴³.

Comme Alencastro, plusieurs historiens de l'esclavage se consacrent aujourd'hui à aider à dépasser ce « péché originel de la société et de l'ordre juridique brésiliens », en s'engageant eux-mêmes dans une nouvelle forme

ANPUH, São Paulo, juillet 2011. Des mêmes auteurs, voir également 'Stories of Jongs: cultural heritage, hidden memories and public history in Brazil', in Audra A. Diptee et David V. Trotman (eds), *Memory, Public History & Representation of the Past*, London, Africa World Press, 2012.

42. Le texte de l'article 68 de l'Acte des Dispositions Constitutionnelles Transitoires établit que : « Aux descendants des communautés des *quilombos* qui occupent leurs terres est reconnue la propriété définitive, l'État devant leur émettre les titres respectifs ». Hebe Mattos et Martha Abreu, *loc. cit.*, p. 1.

43. Luiz Felipe de Alencastro, « Parecer sobre a Arguição de Descumprimento de Preceito Fundamental, ADPF/186, apresentada ao Supremo Tribunal Federal », mars 2010. Le discours peut être consulté sur : <http://www.revistadehistoria.com.br/secao/artigos/cotas-pros-e-contras>. Alencastro avait déjà rédigé un article avec un argument similaire sur le caractère central du trafic illégal d'esclaves dans la formation de l'État brésilien : « La traite négrière et l'unité nationale brésilienne », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 66, n° 244-245, 1979, p. 395-417.

d'activisme politique : celle qui rencontre, dans l'Histoire, la justification de l'action politique contemporaine. En montrant les liens qui existent entre les événements du passé et les luttes pour les droits dans le présent, ils justifient une série d'actions visant à la réparation de l'« injustice historique » que fut le crime de l'esclavage⁴⁴.

Dans ces derniers cas, un nouveau phénomène demande encore à être mieux compris et inséré dans une perspective historiographique : comment les historiens interviennent-ils dans la création de leur propre objet ? Comment les mouvements sociaux contemporains influencent-ils l'historiographie de l'esclavage elle-même ?

D'une certaine manière, ces questions, ainsi que l'existence de mouvements sociaux fondés sur le passé esclavagiste et disposés à le dépasser au moyen de la réparation, ne font que démontrer ce que nous affirmions au début de ce texte, en reprenant les mots de Nabuco : l'esclavage est resté, durant tout ce temps, la caractéristique nationale du Brésil. Même plus de 110 ans après son abolition, il laisse encore de profondes marques dans la société brésilienne. Mais, s'ils assument leur rôle d'intellectuels publics, s'ils persévèrent dans la perspective de l'histoire sociale, il incombe aux historiens de maintenir vivant le lien avec les êtres de chair et d'os, en donnant du sens, à l'intérieur et en-dehors des murs de l'université, au travail historiographique qu'ils mènent.

*Keila Grinberg est professeure à l'Université Fédérale
de l'État de Rio de Janeiro (UNIRIO)
et chercheuse au CNPq.*

44. Pour une discussion sur la réparation et le concept d'injustice historique, cf. Roy L. Brooks, *When Sorry is Not Enough: The Controversy Over Apologies and Reparations for Human Injustice*, New York, New York University Press, 1999. Sur la question de la mémoire et de la réparation, voir également : David Scott, *Omens of Adversity: Tragedy, Time, Memory, Justice*, Durham, Duke University Press, 2014 ; Francine Saillant, *Réparations, droits et citoyenneté : le mouvement noir au Brésil (2000-2010)*, Bruxelles-Québec, Académia/PUL, 2014. Au Brésil, la loi 10639/2003 rend obligatoire l'enseignement de l'histoire et de la culture afro-brésiliennes et africaines à l'école (en 2008, la loi a été modifiée pour inclure les indiens). Sur cette loi, cf. Hebe Mattos et Martha Abreu, « Em torno das Diretrizes curriculares nacionais para a educação das relações étnico-raciais e para o ensino de história e cultura afro-brasileira e africana : uma conversa com historiadoras », *Estudos Históricos*, volume 21, 2008, p. 5-20 ; Monica Lima, 'The sound of drums: teaching and learning African history and the history of Africans in Brazil', in Paul Lovejoy et Benjamin Bowser (eds), *The Transatlantic Slave Trade and Slavery: New Directions in Teaching and Learning*, Trenton, Africa World Press, 2013. Enfin, l'action de réparation la plus récente a été la formation de la Commission Nationale de Vérité sur l'Esclavage des Noirs au Brésil, en février 2015 (<http://www.oab.org.br/noticia/28065/comissao-da-verdade-da-escravidao-negra-toma-posse-na-oab-nacional>)